

Statistiques : éviter le fétichisme autour des chiffres annoncés dans la presse

Posté le : 19 mai 2017 12:42 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Un des aspects les plus crispants de la discussion économique publique est cette double difficulté d'interprétation des statistiques :

- Peu de gens connaissent la manière dont elles sont conçues et beaucoup font donc des contresens parfois gigantesques dans l'interprétation des chiffres publiés.
- Les chiffres sont en général des estimations qui s'affinent progressivement et au final la chanson n'est pas toujours la même, même si l'air ressemble. La politisation de l'INSEE laisse toujours planer le doute sur la manipulation des chiffres. Le changement de mode de calcul permet souvent de brouiller un peu plus les pistes, même s'il est bien intentionné. Du coup, entre prévisions, prévisions corrigées, estimations, estimations corrigées et calculs définitifs, on constate des différences parfois très considérables.

Méconnaissance et incertitudes comptables rendent donc l'interprétation des statistiques publiques, dans la sphère médiatique et politique, particulièrement hasardeuse et parfois trompeuse.

L'INSEE vient de donner les chiffres définitifs et les estimations de l'évolution du PIB depuis... 2 014.

Cela veut dire que depuis 3 ans nous vivions avec des chiffres provisoires sur la valeur de l'indicateur essentiel de la vie économique.

Jusqu'ici, le gouvernement socialiste se vantait d'une croissance en pleine accélération : 0.8 en 2014 et 1.2 en 2015. En vérité, la croissance était atone à 1 %, avec une montée infime à 1.1 % en 2016. Alors que la reprise était partout sensible dans le monde, la France montrait un électroencéphalogramme absolument plat, totalement atypique par rapport aux autres sorties de récession depuis 1945. On se souvient qu'à quatre reprises, les annonces faites étaient : une année en reprise avec accélération l'année suivante. Ce discours optimiste a été systématiquement démenti par les faits. Mais il a bercé la nation, pendant qu'on la lessivait fiscalement, ce qui était le principal.

La période en cours, est en matière de conjoncture, une phase haute du cycle équivalente aux années 1988-1991, 1997-2000, 2006-2007. La seule différence est dans la faiblesse des taux de croissance, notamment en Europe et surtout en France, asphyxiée par la pression fiscale.

Après une accélération finale, la suite est, en général, une contraction de la croissance. La précédente ayant été très forte, celle à venir serait modérée. Après une phase de stagnation aussi importante, il est impossible qu'il y ait un énorme krach. Les bourses risquent évidemment une correction assez forte. Mais l'activité elle-même ne devrait connaître qu'un ralentissement pas une véritable récession, les bulles spéculatives qui exploseront étant pour l'essentiel purement financières et monétaires et n'ayant que peu de corrélations avec le crédit aux entreprises. Ces dernières ont très peu investi, préférant accumuler du cash et racheter leurs actions pour maintenir les cours (et la valeur des stock-options).

La conjoncture française, qui suit la conjoncture mondiale avec un effet retard et une décote, s'améliore très doucement mais va être étouffée par la hausse massive de la CSG exigée par Macron, une erreur colossale. Bien sûr le Trésor a fait que la CSG soit un impôt complexe et largement incompréhensible. Mais si on s'en tient à l'essentiel, l'Inspecteur des finances Macron veut faire passer le taux de 15.5 à 17.2 %, soit une hausse de 11 % environ (sous réserve des modalités de détail), avec un taux marginal de prélèvement de près de 67 %. Il aurait été mille fois plus sage de laisser tranquille la CSG et d'augmenter la TVA, avec un impact sur le prix de marchandises importées relativement faible, et une petite amélioration de la compétitivité prix de l'économie française. Cela aurait un poil dopé nos exportations et aurait permis de réduire notre déficit commercial.

L'effet de la CSG sera extrêmement négatif sur la demande, les fonctionnaires et les retraités étant les plus frappés, en même temps que tous les investisseurs qui se retrouveront avec des rentabilités marginales, après inflation, *négatives* !

Rappelons que la CSG frappe le revenu disponible net-net et que l'impôt sur le revenu frappe la part saisie par la CSG. La CSG est un « impôt sur l'impôt », le summum de la prédation du Trésor, la merveilleuse trouvaille de l'Inspection des finances en majesté. Le revenu net-net est celui qui reste une fois payé les impôts et les frais fixes de logement. Pour beaucoup des ménages concernés, la hausse prévue aura un impact de plus de 10 % sur le revenu disponible. Pour quelques dizaines de milliers d'entre eux, la perte sera supérieure (parfois très supérieure) à 20 %.

Il s'agit bien d'un nouvel écrasement fiscal, qui sera masqué par des exonérations pour les « faibles revenus », la démagogie habituelle. Ajouté à la hausse de l'inflation (dont on ne tient pas compte avec la CSG), les effets sur le revenu disponible seront majeurs, surtout pour les retraités. De cela, pas un mot dans la presse.

Que l'Enarchie ait choisi de porter à des taux confiscatoires un impôt qui taxe du revenu déjà taxé et du faux revenu lié à l'inflation, *ne choque absolument personne*. Comme on ne fera aucune correction du champ déraisonnable de « l'action publique » (le terrain de jeu des énarques), comme on ne veut pas toucher au temps de travail d'une administration pléthorique, et comme la petite reprise de croissance va faire jouer la progressivité globale de l'impôt, on va vers un nouveau début de quinquennat fiscalement aggravé. Macron n'a rien compris aux excès des deux premières années du quinquennat Hollande où il était le principal conseiller économique et où il a cautionné une augmentation démentielle de la pression fiscale. Le but est toujours le même : augmenter les impôts au début pour faire un geste électoral pour la réélection. Plus cela change, plus c'est la même chose !

Au total, on voit que la presse ne permet pas au pays de se faire une véritable idée de ce qui se passe. Les chiffres du PIB ne sont ni compris ni mis en perspective intelligemment et on a vu qu'ils ont servi à tromper le pays en vue des élections. On voit aussi que la présentation des hausses d'impôts en point et non pas en vrai pourcentage (pour la CSG 1.7 au lieu de 11 %), est une nouvelle tromperie.

Pour éviter ces dérives, il n'y a qu'une solution : *sortir l'Insee du périmètre gouvernemental* et en faire une institution autonome rattachée au Parlement ; rendre toutes les statistiques accessibles gratuitement aux institutions universitaires d'économie et à toutes les institutions privées d'analyse de la conjoncture ; faire en sorte que les tableaux de bord publiés et les documents genre « l'économie Française » puissent voir leur contenu discuté publiquement afin de faire ressortir les vraies informations utiles et pas seulement ce qui arrange l'Inspection des Finances.

L'idéal serait de prévoir des sessions de formation à l'interprétation des chiffres pour les journalistes (notamment de télévision) afin qu'ils évitent de servir le communiqué comme des porte-voix débiles et asservis, alors même qu'ils se piquent de faire du « décryptage » (alors qu'il s'agit le plus souvent

d'une simple désinformation).